

DISPUTE SUR L'AGRICULTURE

LE 2 NOVEMBRE 2024, PALAIS DE RUMINE

INTRODUCTION À LA RENCONTRE « LE STATUT DES PAYSANS ET DES PAYSANNES »

Retranscription de l'entretien avec Jérémie Forney, professeur à l'Université de Neuchâtel et ethnologue-anthropologue, mené par Chantal Peyer, co-fondatrice et co-directrice du Hub des possibles autour de la situation actuelle des agriculteurs et agricultrices.

Chantal Peyer : Jérémie Forney, vous êtes professeur à l'Université de Neuchâtel et vous étudiez, depuis plus de 20 ans, l'agriculture en Suisse. Quels sont les trois chiffres qui, pour vous, caractérisent la réalité économique des agriculteurs et des agricultrices ?

Jérémie Forney : S'il faut en choisir seulement trois dans cette réalité très complexe, je commencerais par citer les 6% qu'un ménage suisse moyen dépense pour s'alimenter, pour acheter de l'alimentation, car cela en dit long sur la place que prend l'alimentation dans notre société. Ensuite, je mentionnerais le chiffre de 48 000, qui correspond au nombre approximatif d'exploitations aujourd'hui dans notre pays, contre plus de 90 000 en 1990. On constate donc une diminution de moitié en une trentaine d'années. Pour compléter ce panorama, j'ajouterais les 20% que représentent environ, selon l'Office fédéral de l'agriculture, les paiements directs, c'est-à-dire l'argent public dans le revenu des exploitations agricoles, ce qui montre l'aspect central du soutien public.

Qu'est-ce qui a changé dans le statut des agriculteurs et des agricultrices au cours des deux dernières décennies en Suisse ?

Premièrement, par ces paiements directs, on observe une dépendance beaucoup plus évidente à l'argent public. C'est un soutien politiquement très visible, contrairement à d'autres modes de soutien qui sont plus discrets. Ce système repose aussi sur l'imposition de normes, par exemple environnementales, qui sont associées à des contrôles. On a donc une sorte de dépendance directe à l'État, associée à des contrôles, qui est souvent très difficile à vivre.

Deuxièmement, on pourrait dire que ce système détrône le rôle de producteur dans les fonctions qu'on attribue à l'agriculteur. Il ne s'agit plus uniquement de produire, il y a d'autres choses à faire, alors que c'est une profession qui est extrêmement attachée à cette identité de production.

Troisièmement, il y a une exposition beaucoup plus directe aux pressions économiques. Les tampons politiques qui ménageaient l'agriculture dans ses rapports avec les autres acteurs de l'économie ont sauté ou ont été supprimés progressivement. Aujourd'hui, les rapports économiques sont beaucoup plus durs, et il y a une pression économique beaucoup plus forte au niveau des prix sur les agriculteurs.

Et dans ce nouveau contexte, chaque année en Suisse, 500 exploitations ferment.

Pourquoi ?

La logique de croissance, qui est essentielle dans notre modèle économique, s'applique à l'agriculture. Cela signifie qu'on ne peut plus se contenter d'être agriculteur sur sa ferme et de continuer à bien faire les mêmes choses pour s'en sortir. Il faut en faire plus, en quelque sorte. Faire plus, ça implique plus d'investissements, plus de terres. C'est une course en avant, comme si on était sur un tapis roulant. Et on ne peut pas s'arrêter. Ceux qui n'arrivent pas à suivre dans cette course finissent par « tomber du tapis », si l'on peut prendre cette image. Il est important de préciser que ce processus a une longue histoire. Il a commencé il y a plus d'un siècle. Cette diminution n'est pas récente et ne date pas seulement des dernières décennies. On peut également ajouter à cela le fait qu'aujourd'hui, cet agrandissement est valorisé par le système politique agricole qui rémunère à la surface. Donc finalement, il faut être plus grand pour s'en sortir. On est face à une sorte de mécanisme – que les économistes décrivent parfois comme une loi naturelle –, d'évolution structurelle de l'agriculture. Mais on voit bien que c'est aussi un choix de société.

Est-ce que le prix auquel les agriculteurs vendent leur récolte reflète aujourd'hui les coûts de la production et les coûts de leur travail ?

Non, ce n'est pas du tout comme ça que le prix est calculé. Le prix se fait selon l'offre et la demande d'après la théorie, mais aussi dans des rapports de force. Comme je l'ai mentionné, le système politique actuel a supprimé certaines protections de l'agriculture. On a donc des rapports de force qui se font à l'avantage d'autres acteurs de la filière. Donc, non, les coûts de production, ce n'est pas la question quand on pense au prix que peut recevoir un agriculteur pour son produit.

Jérémy Forney, merci beaucoup.

Merci à vous.